A°. 1936.



N°. 60.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 4den Juni 1936, No. 960, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het op 16 Juni 1934 te Madrid tusschen Nederland en Spanje gesloten verdrag van handel en scheepvaart met aanvullend protocol, alsmede van de op 14 December 1934 tusschen den Nederlandschen Gezant te Madrid en den Spaanschen Minister van Staat gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van dat verdrag.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive dd. 23 April 1936 4e Afdeeling Bur. E.Z. en 7e Afdeeling No. 23/264 van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk Besluit van 3 April 1936 (Stbl. No. 93), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 16 Juni 1934 te Madrid tusschen *Nederland* en *Spanje* gesloten verdrag van handel en scheepvaart met aanvullend protocol, alsmede van de op 14 December 1934 tusschen den Nederlandschen Gezant te Madrid en den Spaanschen Minister van Staat gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van dat verdrag.

HEEFT GOEDGEVONDEN te bepalen:

dat voormeld Koninklijk Besluit van den 3den April 1936 (Stbl. No. 93), nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

VAN SLOBBE.

Uitgegeven den 9den Juni 1936.
De Gouvernements-Secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wet van 28 November 1935 (*Staatsblad* nr. 676), houdende goedkeuring van het op 16 Juni 1934 te *Madrid* tusschen *Nederland* en *Spanje* gesloten verdrag van handel en scheepvaart met aanvullend protocol, van welk verdrag en protocol een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gezien mede de op 14 December 1934 tusschen Onzen Gezant te *Madrid* en den Spaanschen Minister van Staat gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van dat verdrag, van welke nota's eveneens een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat genoemd verdrag krachtens vermelde notawisseling met ingang van 15 December 1934 voorloopig is toegepast;

Overwegende mede, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 28 Maart 1936 te *'s-Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Overwegende wijders, dat genoemd verdrag, overeenkomstig artikel 23, op 28 April 1936 voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 31sten Maart 1936, Directie van het Protocol, nr. 10923;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemd verdrag met aanvullend protocol en nota's, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 3den April 1936.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
DE GRAEFF.

Uitgegeven den *zeventienden* April 1936.

De Minister van Justitie,
VAN SCHAIK.

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES PAYS-BAS ET L'ESPAGNE.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Son Excellence le Président de la République Espagnole, animés d'un égal désir de développer les relations économiques entre les deux pays ont décidé de conclure un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence R. C. T. Roosmale Nepveu, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas en Espagne;

Son Excellence le Président de la République Espagnole:

Son Excellence Juan José Rocha García, Ministre de la Marine, Chargé du Département d'Etat,

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu les articles suivants:

Article 1.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des Iles Baléares, des Iles Canaries, des possessions espagnoles ou de la Zone de Protectorat Espagnol au Maroc, énumérés à la liste A, annexée au présent Traité, bénéficieront à leur importation dans le territoire du Royaume des Pays-Bas des taux et droits les plus favorables que le Gouvernement néerlandais accorde ou pourrait accorder à un pays étranger quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle.

L'application de ce traitement pour les produits énumérés à la liste A, s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension

immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes, ainsi que des dispositions d'application du tarif.

ARTICLE 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Royaume des Pays-Bas, énumérés à la liste B, annexée au présent Traité, bénéficieront à leur importation en Espagne, dans les Iles Baléares, les Iles Canaries et les possessions espagnoles, des taux et droits les plus favorables que le Gouvernement espagnol accorde ou pourrait accorder à un pays tiers quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle.

L'application de ce traitement pour les produits énumérés à la liste B, s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes, ainsi que des dispositions d'application du tarif.

ARTICLE 3.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des Iles Baléares, des Iles Canaries, des possessions espagnoles ou de la Zone de Protectorat Espagnol au Maroc, énumérés à la liste C, annexée au présent Traité, ne seront, à leur importation aux Pays-Bas, frappés de droits, taxes, surtaxes, coefficients ou autres majorations, autres ou plus élévés que ceux fixés pour chaque produit dans la dite liste.

ARTICLE 4.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Royaume des Pays-Bas, énumérés à la liste D, annexée au présent Traité, ne seront, à leur importation en Espagne, aux Iles Baléares, Iles Canaries et possessions espagnoles, frappés de droits, taxes, surtaxes, coefficients ou autres majorations, autres ou plus élévés que ceux fixés pour chaque produit dans la dite liste.

ARTICLE 5.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des Iles Baléares, des Iles Canaries, des possessions espagnoles ou de la Zone de Protectorat Espagnol au Maroc non repris aux listes A ou C jouiront, à leur importation dans le

territoire du Royaume des Pays-Bas, du traitement de la nation la plus favorisée, tel qu'il a été prévu à l'article premier. Au cas où le Gouvernement néerlandais procéderait à un changement du système tarifaire actuellement existant, les produits visés au présent article bénéficieront d'un traitement tarifaire qui se rapprocherait autant que possible du traitement prévu à l'article 6 pour les produits du Royaume des Pays-Bas.

Article 6.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Royaume des Pays-Bas, non repris aux listes B et D acquitteront, à leur importation en Espagne, aux Iles Baléares, aux Iles Canaries et aux possessions espagnoles, les droits fixés dans la deuxième colonne du tarif douanier espagnol, actuellement en vigueur ou qui pourrait l'être à l'avenir.

Article 7.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes avec destination au territoire de l'autre ne seront pas soumis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux qui s'appliquent aux produits similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article 8.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou pourront être accordés à l'avenir par une des Hautes Parties Contractantes à des produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront appliqués immédiatement et sans compensation aux produits de la même nature originaires et en provenance de l'autre Partie ou destinés au territoire de celle-ci.

En conséquence les produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront jamais soumis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux qui s'appliquent aux produits similaires d'un autre pays quelconque.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, pour les

marchandises mentionnées ou non dans le présent Traité, de tout privilège, faveur ou abaissement qu'elle accorde ou pourrait accorder à tout autre pays en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions, de même que pour les règles, formalités et charges dans les opérations de douane.

Article 10.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui se rapporte aux droits, taxes et impôts intérieurs de quelque nature qu'ils soient, aux impôts de consommation, aux impôts sur le chiffre d'affaire, aux droits ou taxes de monopole, d'octroi, d'accise, aux droits de timbre, ainsi que pour le mode de perception des impôts.

Les produits et spécialités pharmaceutiques d'une des Hautes Parties Contractantes importés ou fabriqués, preparés ou conditionnés dans le territoire de l'autre ne seront pas soumis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élévés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux, qui s'appliquent aux mêmes produits de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne comprendra pas:

a) les privilèges qui sont ou pourraient être accordés par une des Hautes Parties Contractantes pour faciliter le trafic des frontières avec les pays limitrophes dans une zone n'excédant pas quinze kilomètres de part et d'autre de la frontière;

b) le régime spécial que l'Espagne a institué ou pourrait instituer, en matière tarifaire, pour les importations en provenance du Portugal ou de la Zone Espagnole de Protectorat au Maroc;

c) le régime spécial que les Pays-Bas ont institué ou pourraient instituer, en matière tarifaire, pour les importations en provenance de leurs territoires d'outremer;

d) les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats en vue d'une union douanière.

Article 12.

D'une façon générale les certificats d'origine ne seront pas exigibles à l'importation des marchandises d'une des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra cependant exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'une déclaration officielle constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit par la chambre de commerce dont relève l'expéditeur soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé; le visa d'un représentant consulaire du pays destinataire pourra être exigé.

Les produits portant des marques nationales ou des marques collectives ou particulières garanties par le pays exportateur et admises préalablement par le pays destinataire, pourront être exemptés de la justification d'origine. A cet effet les dites marques seront communiquées par les représentants diplomatiques du pays exportateur au Gouvernement du pays destinataire qui en notifiera l'acceptation.

Quand le certificat d'origine sera exigé pour les produits des territoires d'outre-mer, ce document pourra être visé le cas échéant, soit dans un port de la métropole, soit dans tout autre port situé sur la route normale suivie par l'expédition et où réside un agent consulaire du pays importateur.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes, tout en se réservant le droit d'appliquer les prescriptions de leurs législations intérieures s'engagent chacune en ce qui la concerne, à reconnaître les certificats sanitaires, vétérinaires, phytopathologiques et les certificats d'analyse délivrés par les autorités officielles de l'autre pays, comme preuve que les produits d'origine du pays qui a délivré le certificat importés sur le territoire de l'autre répondent aux prescriptions de la législation intérieure du pays d'origine.

Chacune des Hautes Parties Contractantes conserve le droit de faire procéder en cas de suspicion de fraude à toutes vérifi-

cations utiles nonobstant la production d'un certificat ci-dessus prévu.

Au cas où le certificat attestera en outre que les produits qui y sont visés ont droit à une appellation d'origine reconnue par la législation du propre pays, les produits seront dispensés à l'importation dans l'autre pays de la production du certificat d'origine prévu à l'article 12 du présent Traité. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre toutes précautions nécessaires pour garantir l'identité de la marchandise exportée et celle de l'échantillon soumis à l'examen.

La procédure établie par chaque Gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles des certificats seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des autorités officielles, chargées dans chaque pays de la délivrance des certificats sera notifiée par chacun des Gouvernements à l'autre dans le plus bref délai.

Article 14.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre les mesures nécessaires pour garantir autant que possible les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant ou en réprimant par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées, conformément à sa propre législation, l'importation et la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce et comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

Les mesures sus-mentionnées seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes à la diligence de l'Administration ou à la requête du Ministère public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties Contractantes ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

Article 15.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à prendre les mesures nécessaires en vue d'insérer dans sa législation intérieure sur les vins des stipulations tendant à réprimer sur le territoire des Pays-Bas l'emploi abusif des appellations géographiques des produits vinicoles de l'Espagne portant une des appellations d'origine „Jerez", „Sherry", „Xerez", ainsi que „Malaga", pourvu que celles-ci restent dûment protégées en Espagne. Le Gouvernement d'Espagne notifiera au Gouvernement des Pays-Bas les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront leur droit aux dites appellations dans le pays d'origine. Seront notamment interdits et réprimés par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées l'importation, l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente de produits vinicoles dans le cas où figureraient, soit sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voitures, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce y rapportant des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant faussement une des appellations susmentionnées. L'interdiction de s'en servir subsiste alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que „genre", „type", „façon", „rival", ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre.

Les mesures susmentionnées seront appliquées à la diligence de l'Administration ou à la requête du Ministère Public, conformément à la législation des Pays-Bas, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association; ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

Article 16.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à modifier les stipulations de l'Arrêté Royal du 15 mars 1922 (Staatsblad n°. 123), modifié par l'Arrêté Royal du 24 décembre 1929 (Staatsblad n°. 586), contenant des dispositions spéciales concernant le paiement des droits d'accise, de la façon suivante:

I. — Les vins doux, ainsi que les vins non doux non renforcés à l'aide d'alcool, originaires et en provenance d'Espagne ne seront pas soumis au paiement d'un droit d'accise de spiritueux

tant qu'ils ne contiendront, par hectolitre, pas plus de 16 litres d'alcool à une température de 15 degrés centrigrades.

II. — Seront soumis au paiement d'un droit d'accise de spiritueux équivalent à l'accise de spiritueux due pour 3 litres d'alcool pur:

a) les vins originaires et en provenance d'Espagne, contenant par hectolitre à une température de 15 degrés centigrades plus de 16 mais au maximum 18 litres d'alcool;

b) les vins dénommés ,,Jerez", ,,Sherry" ou ,,Xerez" ainsi que ,,Malaga", originaires et en provenance des régions respectives de l'Espagne ne contenant par hectolitre, à une température de 15 degrés centigrades, pas plus de 22 litres d'alcool, sous condition que ces vins soient accompagnés d'un certificat d'origine délivré par les autorités espagnoles compétentes.

Article 17.

Il reste entendu que le droit d'accise de spiritueux dû pour les vins énumérés à l'article 16, sub II *a*), sera calculé pour les vins originaires et en provenance d'Espagne contenant par hectolitre, à une température de 15 degrés centigrades, plus de 16 mais au maximum 17 litres d'alcool, à base de dixièmes de litre, de telle façon que pour chaque dixième de litre au dessus de 16 litres il sera ajoutée chaque fois une accise de spiritueux équivalente à l'accise de spiritueux — y inclus les centimes additionnels — de 0,15 litres d'alcool pur mesuré à une température de 15 degrés centigrades.

Article 18.

En ce qui concerne le contrôle sur la qualité du vin les vins espagnols ne seront pas soumis à un régime moins favorable que les vins de n'importe quel autre pays.

Article 19.

Les commis-voyageurs munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine, jouiront sous tous les rapports et notamment en tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qui les accompagnent, des mêmes droits et avantages que les commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes s'accorderont réciproquement la liberté du transit à travers leur territoire, et elles s'engagent à ne percevoir de ce chef aucun droit, ni taxe.

Les sujets des Hautes Parties Contractantes seront exemptés, en ce qui concerne ces opérations, du paiement de tous droits de transit, et jouiront dans les mêmes conditions que les sujets de la nation la plus favorisée de tous les avantages à eux accordés pour l'entreposage, primes, facilités douanières et restitutions de droits.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder aux navires battant le pavillon de l'autre, ainsi qu'à leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons à tous égards le même traitement que celui accordé aux navires de la nation la plus favorisée ainsi qu'à leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons.

Cette disposition ne s'applique pas au cabotage dans les territoires d'outremer des Hautes Parties Contractantes, ledit cabotage restant exclusivement soumis aux lois et règlements y relatifs dans ces territoires.

Article 22.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurance, de transport et de communications valablement constituées d'après les lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire seront juridiquement reconnues dans l'autre pays. Leur capacité et droit d'ester en justice seront appréciés d'après la loi sous le régime de laquelle elles ont été constituées.

Lesdites sociétés pourront, sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues à cet effet par les lois et règlements en vigueur, étendre leurs opérations, notamment celles de caractère commercial, sur le territoire de l'autre Partie, y acquérir des droits, les y exercer et y poursuivre leur activité économique.

Lesdites sociétés jouiront, à tous égards, du traitement accordé aux sociétés constituées sur le territoire du pays le plus favorisé; elles ne seront astreintes, notamment, à aucune contribution ou redevance fiscale, de quelque dénomination et de quelque espèce que ce soit, autres, plus élevées ou plus onéreu-

ses que celles qui sont ou seront perçues des sociétés de la nation la plus favorisée. Elles seront dispensées de participer à tout emprunt forcé.

Article 23.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur, avec tacite reconduction pour une même période chaque fois où il ne sera pas dénoncé par une des Hautes Parties Contractantes au moins trois mois avant l'échéance.

Le présent Traité remplace les Arrangements suivants qui prendront fin à la date de l'entrée en vigueur du Traité, savoir: l'échange de Notes du 30 décembre 1921, 5 et 6 janvier 1922 entre les Pays-Bas et l'Espagne; l'échange de Notes du 27 septembre 1929 entre les Pays-Bas et l'Espagne concernant les territoires espagnoles du Golfe de Guinée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Madrid, le 16 juin 1934.

(L.S.) R. Roosmale Nepveu.

(L.S.) J. José Rocha.

LISTE A.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
2	Parfumerie avec alcool.
128	Parfumerie d'autres genres.
9, 13, 56, 113	Batterie de cuisine, etc.
13 A—X[1]	Futaille en tôle.
13 A—VIII	Futaille en caisses en bois.
13 A—X	Emballages en acier.
20	Peaux non tannées de bétail à laine.
20	Peaux de chèvre.
20	Lomes, tannés et graissés.
×[2]	Les autres peaux tannées, etc.
28	Caoutchouc manufacturé.
30	Albumine, fibrine, etc.
30, 37	Caillettes et ferments.
30	Sels de plomb.
30	Les autres produits, etc.
30	Divers sels chimiques.
30	Sels potassiques pour engraissements.
30	Acide tartarique et tartrates.
30	Carbonate potassique.
32	Insecticides pour le bétail

[1] A signifie: Arrêté du 5 mai 1925 (Staatsblad 183).

[2] ×: les positions marquées ainsi ne sont pas mentionnées dans le tarif néerlandais.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
35	Extrait de réglisse.
35	Réglisse en branches.
41	Corderie de chanvre d'abaca ou d'autres fibres végétales.
43	Pilules, capsules, etc.
43	Spécialités pharmaceutiques.
45	Verre creux.
53	Chapeaux en feutre et autres.
55	Miel d'abeilles.
59	Ambre, jais, etc.
59	Corne non élaborée, etc.
59	Baleine, écume de mer, etc.
61	Fromages.
62	Objets de bureau.
68 A—XIV	Matières colorantes, etc.
68 A—XIV	Vernis, etc.
69	Boutons, boutons à manchettes en corne, etc.
70, 139	Douceurs, confitures, etc.
75	Carbure de calcium.
83 A—X	Machines diverses.
85	Tissus en coton.
85	Tissus en jute, abaca, etc.
85	Tissus en jute, abaca, etc. de moins de 500 grammes.
88	Couteaux, couteaux à ressorts, etc.
88	Lames à rasoir.
88 e—a	Quincaillerie.
90	Guitares, mandolines, etc.
96	Térébenthine.
96	Colophane.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
96 A—XI	Huile d'olive.
96 A—XI	Huile d'arachide.
96 A—XI	Huiles diverses pour l'industrie.
96	Cire animale, en blocs.
96	Cire travaillée.
96	Glycerines brutes.
96	Glycerines distillées.
96	Huiles d'essence, etc.
97	Papiers variés.
97	Papiers avec des matières différentes.
97	Papier à cigarettes, etc.
97	Tableaux, estampes, etc.
105	Essences diverses, etc.
113	Moulins à café, etc.
123	Tapis en laine, etc.
×	Ciment.
×	Terre employée dans les arts et les industries.
125 A—IX	Appareils télégraphiques, etc.
132	Appareils de chirurgie, etc.
133	Faïences, grès, etc., en fleurs et ornements.
134	Châssis, etc., pour automobiles.
134 A—X	Pièces détachées pour moteurs.
136	Poissons demi-salés.
136	Sardines en conserve, en boîtes.
136	Poissons conservés.
37, 136, 137	Pâtes alimentaires.
×	Volailles vivantes.
137	Jambons.
137	Viande de porc salée, lard frais et fondu.
137	Volailles, etc.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
×	Cuirs desséchés.
×	Cuirs.
×	Tripes salées.
137	Autres dépouilles.
×	Plantes vivantes.
139	Semences oléagineuses.
139	Produits végétaux employés en médecine.
139	Autres produits végétaux.
139	Riz décortiqué.
139	Ails et oignons.
139	Pommes de terre.
139	Tomates.
139	Choux-fleurs.
139	Melons.
139	Les autres légumes.
139	Salade (laitue).
139	Citrons.
139	Grape fruits.
139	Oranges.
139	Mandarines.
139	Raisins frais.
139	Bananes.
139	Prunes.
139	Apricots.
139	Les autres fruits frais (poires, pommes, etc.).
139	Pulpe de fruit.
139	Amandes avec écorce.
139	Amandes en pépie.
139	Châtaignes.
139	Olives vertes et en saumure.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
139	Noisettes avec et sans écorce.
139	Noix.
139	Figues sèches.
139	Raisins secs.
139	Autres fruits secs (prunes, apricots, etc.).
139	Olives.
139	Anis.
139	Les autres semences.
12, 139	Tourtaux, etc., pour le bétail.
139	Conserves de légumes, etc.
139	Conserves de plantes potagères.
139	Conserves de fruits.
139	Conserves non y comprises.
139	Piment doux.
139	Safran.
142	Armes à feu, courtes et pour la chasse.
2	Cognac et brandy.
146	Vin de Malaga.
146	Mistelles, blanches et rouges.
146	D'autres vins.
146	Vins variés en fûts ou récipients semblables.
146	Vins en bouteilles.
146	Vermouth.
147 A—XV	Savons de toilette.
147 A—XV	Savons pour l'industrie.
150	Chlorure de sodium.
×	Minerai de fer.
×	Pyrites de fer.
×	Minerai de cuivre, etc.
×	Poteaux de bois.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
×	Bois fin en tronçons.
×	Liège en planches.
×	Liège en copeaux et sciures.
112 e—a	Bouchons et manufactures de liège.
135 A—X	Radiateurs.
76	Balcons, lits, etc.
A—X	Cuivre (en rosettes).
×	Plomb pauvre en saumons.
×	Plomb en lingots.
×	Mercure.
A—X	Machinerie textile, etc.
139	Riz non décortiqué.
136	Farine de poisson.
139	Arachides.
139	Marmelade de fruits.
150	Kainite.
30	Carbonate de magnésie.
×	Bois d'Okoumé.
A—VIII	Planches d'Okoumé.
108	Chaussures.
8, 31, 143	Faïence sanitaire.
124	Carreaux et dalles de faïence.
85	Sacs de jute.
67	Bas et chaussettes de coton.
67	Bas et chaussettes en soie.
105	Jus de fruits.
114	Jouets.
124	Pavés.
139	Coings.
85	Velours de coton.

Numéros du tarif néerlandais	NOMENCLATURE
139	Pignons (amandes du pin).
150	Karnallite.
68	Ocres en brut ou moulues.
×	Bismuth.
85	Feutres de laine ou de poils.
123	Tapis.
20	Plumes d'oiseaux.

LISTE B.

CLASSE I.

11 à 13 inclus, 18 à 21 inclus, 22, 24, 26 à 29 inclus, 33, 39, 44, 45, 47, 54, 56, 57*b*, 58 à 61 inclus, 63 à 66 inclus, 72, 77, 81 à 84 inclus, 86, 88, 89, 91, 92, 94, 95.

CLASSE II.

96 à 141 inclus, 142 à 150 inclus.

CLASSE III.

161 à 166 inclus, 174, 176 à 180 inclus, 182, 187 à 189 inclus, 191, 192, 193, 211, 212, 216, 218.

CLASSE IV.

245, 251 à 253 inclus, 257 *a* et *b*, 268, 277, 287, 288, 298, 306, 307, 309 à 312 inclus, 318, 327, 329, 332, 341, 350, 355, 358, 360, 362, 363, 364, 370, 375, 377, 382, 387, 389, 396, 440, 441, 453, 454, 460, 463, 464, 469, 470, 471, 474, 475, 477, 481, 492.

CLASSE V.

499 à 502 inclus, 533, 544, 546, 547, 554, 557, 572, 573, 584, 590, 591, 594, 597, 598, 599, 601, 615, 620 à 634 inclus, 640, 641, 643, 644, 645, 645*bis*, 646, 648, 651, 657, 674 à 676 inclus, 681, 685, 687, 690, 694 à 696 inclus, 697, 709, 711, 712, 721, 723, 732, 737, 745, 754, 756, 773 à 784 inclus.

CLASSE VI.

786, 788, 795, 796, 798 à 829 inclus, 832, 833, 834, 836, 837, 839, 841, 842, 844, 845, 848 à 852 inclus, 858, 867, 870, 872, 881, 883, 884, 886 à 890 inclus, 893, 894, 901*a*, 901*b*, 902, 916,

918, 919, 922, 924, 925, 930, 934, 935, 936, 938, 940, 941, 949, 950, 952, 955, 956, 957, 961, 975, 976, 978, 981, 982, 986, 988 à 990 inclus, 993, 996 à 1.006 inclus, 1.011 à 1.020 inclus.

CLASSE VII.

1.022 à 1.064 inclus, 1.067, 1.069, 1.073, 1.074, 1.075, 1.077, 1.079, 1.084*a*, 1.085*a*, 1.088, 1.097, 1.098, 1.101, 1.102.

CLASSE VIII.

1.103, 1.105, 1.111, 1.112, 1.168, 1.169, 1.175

CLASSE IX.

1.181, 1.182, 1.184, 1.185 à 1.187 inclus, 1.188*bis*, 1.192, 1.193, 1.196, 1.201 à 1.204 inclus, 1,211.

CLASSE X.

1.219, 1.221, 1.223, 1.254, 1.255.

CLASSE XI.

1.281, 1.288, 1.298.

CLASSE XII.

1.321, 1.323, 1.325, 1.325bis, 1.326, 1.327, 1.331, 1.335 à 1.344 inclus, 1.346 à 1.377 inclus, 1.379, 1.380, 1.382 à 1.402 inclus, 1.405, 1.406, 1.408, 1.410, 1.416 à 1.420 inclus,, 1.422, 1.422*a*, 1.423, 1.424, 1.425, 1.425*a*, 1.427 à 1.429 inclus. 1.432, 1.433, 1.434.

CLASSE XIII.

1.444, 1.448, 1.455, 1.456, 1.460, 1.471, 1.483, 1.484, 1.488, 1.491, 1.492, 1.495, 1.496, 1.499. 1.507, 1.508, 1.510, 1.513, 1.517, 1.518, 1.519, 1.531, 1.539.

LISTE C.

Numéros du tarif néerlandais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée "ad valorem"
Ex 136	Anchois, frais ou salés avec moins de 40% de sel et en emballages de plus de 1.200 grammes	exemption
Ex 139 I 8	Safran	10%
—	Piment doux	10%
Ex 139 I 10	Riz travaillé, prêt à la consommation (en emballages d'un poids supérieur à 1,200 gr.)	exemption
Ex 139 I 10 bis	Citrons	13%
—	Oranges	13%
—	Mandarines	13%
Ex 139 III C 3 a	Pulpes d'apricots	10%
× [1])	Pyrite	exemption
×	Minerai de fer	exemption
×	Minerai de plomb	exemption

[1]) ×: les positions marquées ainsi ne sont pas mentionnées dans le tarif néerlandais.

LISTE D.

Numéro du tarif espagnol	NOMENCLATURE	Réduction sur les droits actuels	Droits conventionnels
Ex 59	Baguettes de verre et tubes de première fabrication qui ne présentent aucune extrémité grattée ni brûlée et qui n'ont subi aucune opération de transformation ou complémentaire, décolorées ou colorées en pâte, inclus avec une marque de fabrique constituée par une ou deux lignes colorées tracées dans la direction de l'axe du cylindre	20 % sur 30 pesetas or les 100 kilogrammes	24 pesetas or par 100 kilogrammes.
Ex 63	Ampoules de verre incolores obtenues mécaniquement d'une épaisseur égale sur toute la parois, appropriées pour la fabrication de lampes à incandescence	20 % sur 70 pesetas or les 100 kilogrammes	56 pesetas or par 100 kilogrammes.
Ex 64	Ampoules de verre colorées ou opalines obtenues mécaniquement d'une épaisseur égale sur toute la parois, appropriées pour la fabrication de lampes à incandescence	20 % sur 100 pesetas or les 100 kilogrammes	80 pesetas or par 100 kilogrammes.
Ex 643	Réduction, telle qu'elle est indiquée à la marge sur le droit actuel de 2,88 pesetas or par kilogramme pour les suivantes pièces spéciales pour appareils de radiotéléfonie	20 % sur 2,88 pesetas or le kilogramme	2,30 pesetas or par kilogramme.

Numéro du tarif espagnol	NOMENCLATURE	Rèduction sur les droits actuels	Droits conven- tionnels
	1°. Condensateurs variables Condensateurs d'huile Condensateurs électrolytiques Condensateurs de papier Condensateurs de mica Condensateurs de règlage (Trimmer) 2°. Résistances de charbon et potentiomètres 3°. Bobines blindées de haute fréquence 4°. Moteurs ("núcleos") d'acier spécial aimanté pour haut-parleurs 5°. Cônes pour haut-parleurs 6°. Interrupteurs spéciaux pour changement d'ondes 7°. Interrupteurs de réseau 8°. Phonocapteurs		
Ex 695	Appareils de rayon X ou Roentgen, destinés à la radioscopie, radiographie, radiothérapie et diagnostique	20% sur 10 pesetas or par kilogramme	8 pesetas or par kilogramme.
834	NOTE: Pour les matières minérales artificielles contenues dans cette position, à l'exception du bleu d'outre-mer, une marge ne dépassant pas 5% sera admise en ce qui concerne le mélange avec des colorants artificiels organiques		

Numéro du tarif espagnol	Nomenclature	Réduction sur les droits actuels	Droits conventionnels
836	NOTE: Quand les peintures liquides, incluses dans cette position se trouvent, à leur importation, dans des bidons de fer blanc, contenus dans des caisses de bois, elles jouiront d'une tare de 20%. à déduire du poids brut total NOTE: Pour les peintures liquides en bleu ou en rouge, une marge ne dépassant pas 3% sera admise en ce qui concerne le mélange avec des colorants organiques artificiels		
Ex 978	Fécules de pomme de terre à usage industriel et fécules de manioc en brut, non décolorées, non purifiées, et sans raffiner, à usage industriel	10% sur 15 pesetas or les 100 kilogrammes	13,50 pesetas or les 100 kilogrammes.
Ex 1.418	Fromages d'Edam, de Gouda et de Leyde Comme fromage d'Edam, de Gouda et de Leyde est considéré le fromage à pâte dure, exclusivement fabriqué de lait de vache, pressé en forme de boule ou rectangulaire, respectivement en forme plate-ronde, muni d'une marque enregistrée de la „Nederlandsche Kaascontrole onder Rijkstoezicht" fabriqué de caséine insérée dans la croûte	33,33% sur le droit actuel de 1,50 pesetas or le kilogramme pour une quantité d'un million de kilogrammes du fromage, tel qu'il est indiqué ci-dessus	1,00 peseta or par kilogramme.

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION.

I.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à réduire par voie autonome et au plus tard au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité les droits perçus par le Monopole des Fruits et des Légumes à l'importation d'Espagne des oranges et des mandarines à f 1,00 par 100 kg. pour la période du 15 novembre au 15 juin.

II.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à donner les ordres nécessaires pour que le Monopole des Fruits et des Légumes accepte tous les contrats de bonne foi relatifs à l'achat d'oranges et de mandarines et d'autres fruits et légumes originaires et en provenance d'Espagne qui lui seraient présentés.

III.

Il est entendu que chaque réduction qui pourrait être portée dans les droits perçus par le Monopole des Fruits et des Légumes à l'importation d'oranges et de mandarines ou d'autres fruits et légumes d'un autre pays quelconque durant la période prévue à l'article I, sera accordée immédiatement et sans compensation à l'importation d'oranges et de mandarines ou d'autres fruits et légumes d'Espagne durant la même période.

IV.

Le Gouvernement Espagnol s'engage à donner des ordres nécessaires pour que les importateurs en Espagne puissent obtenir les devises nécessaires pour le règlement de leurs achats de marchandises néerlandaises dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux importateurs de marchandises

d'origine et en provenance des pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée en matière de devises.

V.

Ne seront considérés comme contraires aux stipulations contenues dans les articles 3 et 4 du présent Traité le prélèvement ou l'institution de droits ou charges grevant les produits importés et constituant une compensation ou un équivalent d'un impôt ou d'une charge intérieure.

VI.

Le Gouvernement Espagnol déclare qu'il n'entre pas dans ses intentions d'augmenter pendant la durée du présent Traité les droits de douane grevant actuellement les articles de radiotéléfonie compris dans l'article 643 du tarif douanier espagnol, pour autant qu'ils dépassent un poids de 5 kilogrammes.

Si des nécessités d'ordre intérieur l'amenaient à prendre en considération une modification des droits actuellement en vigueur, le Gouvernement espagnol en notifiera le Gouvernement néerlandais dans le but d'établir des conversations relatives auxdites modifications.

Madrid, le 16 juin 1934.

(L.S.) R. Roosmale Nepveu.
(L.S.) J. José Rocha.

LEGATION DES PAYS-BAS.
N°. 1910.

Madrid, le 14 décembre 1934.

Monsieur le Ministre,

Le traité de commerce conclu entre l'Espagne et les Pays-Bas et signé à Madrid le 16 juin 1934 ayant été approuvé définitivement par les Cortes Espagnoles, mais n'ayant pas encore été approuvé par le Parlement Néerlandais, il serait dans l'intérêt des deux Parties de mettre le traité en vigueur provisoirement, en attendant que l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

Comme ledit traité a déjà été soumis à l'approbation des instances compétentes néerlandaises, mais qu'il est à prévoir que la ratification prendra encore quelque temps, le Gouvernement des Indes Néerlandaises devant être entendu, j'ai, d'ordre de mon Gouvernement, l'honneur de proposer à Votre Excellence la mise en vigueur provisoire de commun accord à partir du 15 décembre 1934.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

R. ROOSMALE NEPVEU.

Son Excellence
Monsieur J. JOSÉ ROCHA,
Ministre d'Etat,
Madrid.

MINISTERIO DE ESTADO.
S. D. P.
Nº. 86.

Madrid, 14 de Diciembre de 1934.

Excmo Señor,

Muy Señor mio: La atenta Nota de V. E. de fecha 14 del actual hace referencia al Tratado de Comercio celebrado entre España y los Países Bajos y firmado en Madrid el 16 de Junio del corriente y aprobado ya por las Cortes de mi país; anadiendo V. E. en la Nota mencionada que, por no haber sido todavía aprobado el susodicho Convenio por el Parlamento neerlandés, propone V. E. en atención al mútuo interés de España y los Países Bajos, se ponga provisionalmente en vigor el Convenio que venimos mencionando a partir del 15 de Diciembre de 1934.

Abundando en los mismos sentimientos de V. E., me complazco en manifestarle mi completa aprobación a la propuesta de V. E. para cuya realización se dan las oportunas órdenes.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

J. José Rocha.

Excmo Señor René C. T. Roosmale Nepveu,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciaria de Paises Bajos.

VERTALING.

VERDRAG VAN HANDEL EN SCHEEPVAART TUSSCHEN NEDERLAND EN SPANJE.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT VAN DE SPAANSCHE REPUBLIEK, bezield met een gelijken wensch de economische betrekkingen tusschen beide landen te ontwikkelen, hebben besloten een Verdrag van Handel en Scheepvaart te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

Zijne Excellentie R. C. T. ROOSMALE NEPVEU, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Nederlanden in Spanje;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER SPAANSCHE REPUBLIEK:

Zijne Excellentie JUAN JOSÉ ROCHA GARCÍA, Minister van Marine, belast met het Ministerie van Staat,

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hunne volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, de volgende artikelen zijn overeengekomen:

ARTIKEL 1.

De producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit Spanje, de Balearen, de Canarische Eilanden, de Spaansche bezittingen, of het gebied onder Spaansch Protectoraat in Marokko, opgesomd in de bij dit Verdrag gevoegde lijst A, zullen bij invoer in het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden aan de gunstigste lasten en rechten onderworpen zijn, welke de Nederlandsche Regeering toepast of zou kunnen toepassen ten aanzien van eenig vreemd land, hetzij autonoom, hetzij bij overeenkomst.

De toepassing van deze behandeling voor de producten opgesomd in lijst A wordt aldus verstaan, dat zij medebrengt, dat

elke verlaging of vrijstelling van rechten en lasten, alsmede de bepalingen over toepassing van het tarief, zich onmiddellijk en onvoorwaardelijk over die producten zal uitstrekken.

Artikel 2.

De producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit het Koninkrijk der Nederlanden, opgesomd in de bij dit Verdrag gevoegde lijst B, zullen bij invoer in Spanje, de Balearen, de Canarische Eilanden en de Spaansche bezittingen, aan de gunstigste lasten en rechten onderworpen zijn, welke de Spaansche Regeering toepast of zou kunnen toepassen ten aanzien van eenig derde land, hetzij autonoom, hetzij bij overeenkomst.

De toepassing van deze behandeling voor de producten opgesomd in lijst B wordt aldus verstaan, dat zij medebrengt, dat elke verlaging of vrijstelling van rechten en lasten, alsmede de bepalingen over toepassing van het tarief, zich onmiddellijk en onvoorwaardelijk over die producten zal uitstrekken.

Artikel 3.

De producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit Spanje, de Balearen, de Canarische Eilanden, de Spaansche bezittingen of het gebied onder Spaansch Protectoraat in Marokko, opgesomd in de bij dit Verdrag gevoegde lijst C, zullen bij invoer in Nederland niet door andere of hoogere rechten, belastingen, extra-rechten, coëfficiënten of andere verhoogingen worden getroffen dan die, welke voor elk product in genoemde lijst zijn vastgesteld.

Artikel 4.

De producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit het Koninkrijk der Nederlanden, opgesomd in de bij dit Verdrag gevoegde lijst D, zullen bij invoer in Spanje, de Balearen, de Canarische Eilanden en de Spaansche bezittingen niet door andere of hoogere rechten, belastingen, extra-rechten, coëfficiënten of andere verhoogingen worden getroffen dan die, welke voor elk product in genoemde lijst zijn vastgesteld.

Artikel 5.

De producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit Spanje, de Balearen, de Canarische Eilanden of het

gebied onder Spaansch Protectoraat in Marokko, niet voorkomende op de lijsten A of C, zullen bij invoer in het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden de behandeling der meestbegunstigde natie genieten, zooals deze in artikel 1 is voorzien. Ingeval de Nederlandsche Regeering overgaat tot wijziging van het op het oogenblik geldende tariefsysteem, zullen de producten bedoeld in dit artikel op tariefgebied een behandeling genieten, welke zooveel mogelijk de behandeling nabij komt voorzien in artikel 6 voor de producten van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 6.

De producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit het Koninkrijk der Nederlanden, niet voorkomende op de lijsten B en D, zullen bij invoer in Spanje, de Balearen, de Canarische Eilanden en de Spaansche bezittingen de rechten betalen, vastgesteld in de tweede kolom van het Spaansche douanetarief, dat op het oogenblik van kracht is of dat in de toekomst van kracht zou kunnen zijn.

Artikel 7.

De producten van bodem of industrie, uitgevoerd van het grondgebied van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen met bestemming naar het grondgebied van de andere Partij, zullen niet aan andere of hoogere rechten, belastingen of heffingen, noch aan drukkender voorschriften of formaliteiten worden onderworpen dan die, welke van toepassing zijn op de gelijksoortige producten bestemd naar het grondgebied van eenig ander land.

Artikel 8.

Alle voordeelen, gunsten, voorrechten en immuniteiten, welke door een der Hooge Verdragsluitende Partijen zijn of in de toekomst zouden kunnen worden toegekend aan producten van bodem of industrie van oorsprong en herkomst uit eenig ander land, of bestemd naar het grondgebied van eenig ander land, zullen onmiddellijk en zonder compensatie worden toegepast op producten van denzelfden aard, van oorsprong en herkomstig van de andere Partij of bestemd naar het grondgebied van laatstgenoemde.

Bijgevolg zullen de producten van bodem of industrie van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen nimmer aan andere of hoogere rechten, belastingen of heffingen, noch aan andere

of drukkender voorschriften en formaliteiten worden onderworpen dan die, welke van toepassing zijn op de gelijksoortige producten van eenig ander land.

ARTIKEL 9.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen neemt de verplichting op zich de andere onmiddellijk en zonder compensatie voor de al of niet in dit Verdrag genoemde goederen mede te doen genieten van elk voorrecht, elke gunst of elke verlaging, welke zij aan eenig ander land toekent of zou kunnen toekennen voor wat betreft den wederuitvoer, den doorvoer, het entrepotverkeer, de overlading van goederen en de vervulling der douaneformaliteiten, alsmede voor wat betreft de rechten en belastingen met betrekking tot deze verschillende behandelingen, evenals voor de voorschriften, formaliteiten en heffingen bij de douanebehandeling.

ARTIKEL 10.

De Hooge Verdragsluitende Partijen nemen de verplichting op zich elkander over en weer de onvoorwaardelijke en onbeperkte behandeling van de meestbegunstigde natie toe te kennen voor alles, wat betrekking heeft op binnenlandsche rechten, heffingen en belastingen, van welken aard deze ook zijn, op verbruiksbelastingen, omzetbelastingen, monopolierechten of -belastingen, plaatselijke inkomende rechten of belastingen, accijnsrechten of -belastingen, of op zegelrechten, alsmede voor de wijze van heffing van die belastingen.

De pharmaceutische producten en specialiteiten van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, ingevoerd of vervaardigd, toebereid of bewerkt op het grondgebied van de andere Partij, zullen niet aan andere of hoogere rechten, belastingen of heffingen worden onderworpen, noch aan andere of drukkender voorschriften of formaliteiten dan die, welke van toepassing zijn op dezelfde producten van de meestbegunstigde natie.

ARTIKEL 11.

De behandeling van de meestbegunstigde natie, voorzien in de voorafgaande artikelen, zal zich niet uitstrekken over:

a) de voorrechten, welke door een der Hooge Verdragsluitende Partijen zijn of zouden kunnen worden toegekend om het grens-

verkeer te vergemakkelijken met buurstaten binnen een gebied, dat zich niet verder zal uitstrekken dan 15 kilometer aan weerszijden van de grens;

b) de bijzondere regeling, welke Spanje op tariefgebied heeft ingesteld of zou kunnen instellen voor den invoer uit Portugal of uit het gebied onder Spaansch Protectoraat in Marokko;

c) de bijzondere regeling, welke Nederland op tariefgebied heeft ingesteld of zou kunnen instellen voor den invoer uit zijn overzeesche gebied;

d) de rechten en voorrechten, welke aan een of meer andere Staten zijn toegekend met het oog op een tolunie.

Artikel 12.

In het algemeen zal bij invoer van de goederen van een der Hooge Verdragsluitende Partijen in het grondgebied van de andere geen overlegging van certificaten van oorsprong mogen worden geëischt.

Niettemin zal ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, teneinde den oorsprong van de ingevoerde producten vast te stellen, kunnen eischen, dat door den importeur een officieele verklaring wordt aangeboden inhoudende, dat het ingevoerde artikel van nationale voortbrenging of vervaardiging is of dat het als zoodanig moet worden beschouwd, gezien de verandering, welke het in het land van herkomst heeft ondergaan.

De certificaten van oorsprong zullen worden afgegeven, hetzij door de Kamer van Koophandel, waaronder de afzender ressorteert, hetzij door eenig ander lichaam of eenige andere instelling, welke het land van bestemming zal hebben erkend; het visum van een consulairen vertegenwoordiger van het land van bestemming zal kunnen worden geëischt.

De producten, welke nationale merken of collectieve of particuliere merken dragen, beschermd door het land van uitvoer en vooraf toegelaten door het land van bestemming, zullen vrijgesteld kunnen worden van nader bewijs van hun oorsprong. Te dien einde zullen genoemde merken door de diplomatieke vertegenwoordigers van het land van uitvoer worden medegedeeld aan de Regeering van het land van bestemming, die van de ontvangst daarvan zal kennis geven.

Wanneer een certificaat van oorsprong zal worden geëischt voor de producten uit de overzeesche gebiedsdeelen, zal dit certificaat in het voorkomende geval van een visum kunnen

worden voorzien, hetzij in een haven van het moederland, hetzij in eenige andere haven, welke gelegen is aan den normalen door het vervoer gevolgden weg, waar een consulaire vertegenwoordiger van het land van invoer zetelt.

Postpakketten zullen vrijgesteld zijn van een certificaat van oorsprong, wanneer het land van bestemming erkent, dat het niet gaat om zendingen van commercieelen aard.

Artikel 13.

Onder voorbehoud van haar recht de voorschriften harer binnenlandsche wetgevingen toe te passen, nemen de Hooge Verdragsluitende Partijen, ieder voor wat haar betreft, de verplichting op zich de gezondheidscertificaten, de veeartsenijkundige, de plantenziektekundige en de analysecertificaten te erkennen, welke afgegeven zijn door de officieele autoriteiten van het andere land, als bewijs, dat de producten, welke van oorsprong zijn uit het land, dat het certificaat heeft afgegeven, en welke ingevoerd zijn op het grondgebied van het andere land, voldoen aan de voorschriften van de binnenlandsche wetgeving van het land van oorsprong.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen behoudt het recht, in geval van vermoeden van bedrog, te doen overgaan tot alle dienstige onderzoekingen, niettegenstaande een certificaat als boven voorzien wordt overgelegd.

Ingeval het certificaat bovendien de verklaring inhoudt, dat de producten, welke er in bedoeld zijn, recht hebben op een oorsprongsbenaming, welke door de wetgeving van het eigen land wordt erkend, zullen die producten bij invoer in het andere land vrijgesteld zijn van de overlegging van het certificaat van oorsprong voorzien in artikel 12 van dit Verdrag. De Hooge Verdragsluitende Partijen nemen de verplichting op zich alle noodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de identiteit te verzekeren van het uitgevoerde goed en het monster, dat aan het onderzoek wordt onderworpen.

De procedure, welke door iedere Regeering wordt ingesteld om onder bovengenoemde voorwaarden het nemen van monsters te verzekeren, alsmede de modellen der certificaten, zullen ter kennis van het andere land worden gebracht en door laatstgenoemde worden erkend.

De lijst van de officieele autoriteiten, welke in ieder land belast zijn met het afgeven van de certificaten, zal door ieder der

Regeeringen binnen den kortst mogelijken tijd ter kennis van de andere worden gebracht.

ARTIKEL 14.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen neemt de verplichting op zich de maatregelen te nemen, welke noodig zijn om zooveel mogelijk de producten van bodem of industrie, van oorsprong uit het gebied van de andere Partij, te beschermen tegen oneerlijke concurrentie in handelstransacties, bepaaldelijk door in overeenstemming met haar eigen wetgeving den invoer, de vervaardiging, den omloop, den verkoop en het ten verkoop aanbieden te verbieden, dan wel deze door middel van inbeslagname of eenige andere geschikte sanctie tegen te gaan, van alle producten aangeduid door merken, namen, opschriften of welke merkteekens ook, welke hetzij op de producten zelf, op hunne onmiddellijke of op hunne uitwendige verpakking voorkomen, hetzij in de facturen, vrachtbrieven, cognossementen, prospectussen of andere handelspapieren, en welke direct of indirect onware aanduidingen inhouden over den oorsprong, de soort, den aard of de bijzondere eigenschappen van de genoemde goederen.

De bovengenoemde maatregelen zullen op het grondgebied van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen worden toegepast ten verzoeke van de Administratie of op vordering van het Openbaar Ministerie, in overeenstemming met de onderscheidene wetgevingen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, dan wel op het initiatief van een belanghebbende partij, natuurlijk persoon, syndicaat of vereeniging, behoorende tot het rechtsgebied van een der Hooge Verdragsluitende Partijen.

ARTIKEL 15.

De Regeering der Nederlanden neemt de verplichting op zich de maatregelen te nemen, welke noodzakelijk zijn teneinde in haar binnenlandsche wetgeving op wijn bepalingen in te voegen strekkende tot het tegengaan op Nederlandsch grondgebied van het misbruiken van de aardrijkskundige benamingen der Spaansche wijnproducten, welke een der oorsprongsbenamingen „Jerez", „Sherry" en „Xerez", alsmede „Malaga" dragen, mits deze benamingen behoorlijk beschermd blijven in Spanje. De Spaansche Regeering zal de officieele documenten, welke de afgezonden producten vergezellen en welke zullen bewijzen, dat die producten in het land van oorsprong op genoemde benamin-

gen recht hebben, ter kennis brengen van de Nederlandsche Regeering. In het bijzonder zullen de invoer, de uitvoer, de opslag in entrepot, de bereiding, de omloop, de verkoop en het ten verkoop aanbieden van wijnen verboden zijn en tegengegaan worden door inbeslagneming of door eenige andere geschikte sanctie ingeval, hetzij op de fusten, flesschen, verpakkingen of kisten, waarin zij zich bevinden, hetzij op facturen, vrachtbrieven, cognossementen, prospectussen of andere handelspapieren, welke er betrekking op hebben, merken, namen, opschriften of welke merkteekens ook voorkomen, welke valschelijk een der bovengenoemde benamingen inhouden. Het verbod die te gebruiken blijft bestaan ook dan, indien de werkelijke oorsprong der producten is vermeld of de onware benamingen vergezeld zijn van bepaalde correctieven, zooals „genre", „type", „façon", „rival", of van een andere bepaalde of onbepaalde streekaanduiding.

De bovengenoemde maatregelen zullen worden toegepast ten verzoeke van de Administratie of op vordering van het Openbaar Ministerie, in overeenstemming met de Nederlandsche wetgeving, dan wel op het initiatief van een belanghebbende partij, privaat persoon, syndicaat of vereeniging, behoorende tot het rechtsgebied van een der Hooge Verdragsluitende Partijen.

ARTIKEL 16.

De Nederlandsche Regeering neemt de verplichting op zich de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 15 Maart 1922 (*Staatsblad* n°. 123), gewijzigd bij Koninklijk Besluit van 24 December 1929 (*Staatsblad* n°. 586), houdende bijzondere bepalingen betreffende den accijns op wijn in den volgenden zin te wijzigen:

I. Zoete wijnen, alsmede niet zoete wijnen waaraan geen alcohol is toegevoegd, welke van oorsprong en herkomst zijn uit Spanje, zullen van betaling van gedistilleerdaccijns worden vrijgesteld, beide voorzoover zij per hectoliter bij een warmte van 15 graden van den honderddeeligen thermometer niet meer dan 16 liter alcohol bevatten.

II. Aan betaling van den gedistilleerdaccijns, gelijk aan den gedistilleerdaccijns verschuldigd voor 3 liter zuivere alcohol, zullen worden onderworpen:

a) de wijnen van oorsprong en herkomst uit Spanje, welke per hectoliter bij een warmte van 15 graden van den honderd-

deeligen thermometer meer dan 16, doch niet meer dan 18 liter alcohol bevatten;

b) de wijnen genaamd „Jerez", „Sherry" en „Xerez", alsmede „Malaga", van oorsprong en herkomst uit de betreffende streken van Spanje, welke per hectoliter bij een warmte van 15 graden van den honderddeeligen thermometer niet meer dan 22 liter alcohol bevatten, mits die wijnen vergezeld zijn van een certificaat van oorsprong, afgegeven door de bevoegde Spaansche autoriteiten.

ARTIKEL 17.

Het is wel verstaan, dat de gedistilleerdaccijns verschuldigd voor de wijnen opgenoemd in artikel 16, sub II*a*) berekend zal worden voor de wijnen van oorsprong en herkomst uit Spanje, welke per hectoliter bij een warmte van 15 graden van den honderddeeligen thermometer meer dan 16, doch niet meer dan 17 liter alcohol bevatten, naar tienden van liters, zoodanig, dat voor elk tiende van een liter boven 16 liter telkens de gedistilleerdaccijns berekend zal worden, gelijk aan den gedistilleerdaccijns, met inbegrip van de opcenten, verschuldigd voor 0,15 liter zuivere alcohol, gemeten bij een warmte van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ARTIKEL 18.

Voor wat betreft de contrôle op de kwaliteit van den wijn zullen de Spaansche wijnen niet aan een minder gunstige regeling worden onderworpen dan wijnen uit eenig ander land.

ARTIKEL 19.

Handelsreizigers, voorzien van een legitimatiekaart afgegeven door de bevoegde autoriteiten van het land van oorsprong, zullen in elk opzicht en in het bijzonder voor alles, wat den in- en uitvoer van de monsters die zij met zich voeren betreft, dezelfde rechten en voordeelen genieten als de handelsreizigers van de meestbegunstigde natie.

ARTIKEL 20.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen elkander over en weer vrijheid van doorvoer door hun grondgebied toekennen en zij

nemen de verplichting op zich uit dien hoofde geen enkel recht en geen enkele belasting te heffen.

De onderdanen van de Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, voor wat die handelingen betreft, vrijgesteld zijn van betaling van eenig doorvoerrecht en zullen onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van de meestbegunstigde natie medegenieten van alle voordeelen, welke aan dezen zijn toegekend inzake opslag in entrepot, premies, douanefaciliteiten en restituties van rechten

Artikel 21.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen neemt de verplichting op zich aan de schepen, welke de vlag van de andere voeren, alsmede aan hun bemanning, hun passagiers en hun lading, in alle opzichten dezelfde behandeling toe te kennen als die, welke aan schepen van de meestbegunstigde natie wordt toegekend, alsmede aan hun bemanning, hun passagiers en hun lading.

Deze bepaling is niet van toepassing op de kustvaart in de overzeesche gebiedsdeelen der Hooge Verdragsluitende Partijen, welke kustvaart uitsluitend onderworpen blijft aan de wetten en reglementen, welke er in die gebiedsdeelen betrekking op hebben.

Artikel 22.

De vennootschappen op het gebied van handel, nijverheid, geld-, verzekerings-, vervoer- en verkeerswezen, welke volgens de wetten van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op geldige wijze zijn opgericht en welke hun zetel hebben op haar grondgebied, zullen rechtens in het andere land worden erkend. Haar bevoegdheid en recht om in rechte op te treden zullen beoordeeld worden naar de wet, waaronder zij zijn opgericht.

Genoemde vennootschappen zullen, behoudens de vervulling der formaliteiten, dienaangaande voorgeschreven door de van kracht zijnde wetten en reglementen, haar werkzaamheden over het grondgebied van de andere Partij kunnen uitstrekken, in het bijzonder die van commercieelen aard; zij zullen er rechten kunnen verkrijgen en uitoefenen en er haar economische werkzaamheden kunnen voortzetten.

Genoemde vennootschappen zullen in alle opzichten de behandeling genieten toegekend aan de vennootschappen, opgericht op het grondgebied van het meestbegunstigde land; zij zullen met name niet gehouden zijn tot betaling van eenige

andere, hoogere of zwaardere belasting of fiscale heffing, onder welke benaming en van welke soort ook, dan die, welke worden of zullen worden geheven van de vennootschappen van de meestbegunstigde natie. Zij zullen vrijgesteld worden van deelname aan eenige gedwongen leening.

ARTIKEL 23.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoodra mogelijk te 's-Gravenhage worden uitgewisseld. Het zal in werking treden één maand na de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden en zal van kracht blijven gedurende één jaar met ingang van den dag zijner inwerkingtreding, met stilzwijgende verlenging voor eenzelfde periode, telkenmale dat het niet door een der Hooge Verdragsluitende Partijen ten minste drie maanden voor den afloop is opgezegd. Dit Verdrag vervangt de volgende overeenkomsten, die een einde zullen nemen op den datum van inwerkingtreding van het Verdrag, te weten: de Notawisseling van 30 December 1921, en 5 en 6 Januari 1922 tusschen Nederland en Spanje; de Notawisseling van 27 September 1929 tusschen Nederland en Spanje betreffende de Spaansche grondgebieden aan de Golf van Guinea.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, te dien einde behoorlijk gevolmachtigd, dit Verdrag hebben geteekend en hun zegels er aan hebben gehecht.

Gedaan in tweevoud te Madrid, den 16den Juni 1934.

(L.S.) R. ROOSMALE NEPVEU.

(L.S.) J. JOSÉ ROCHA.

LIJST A.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	NAAMLIJST
2	Alcoholhoudende reukwaters.
128	Andere reukwaters.
9, 13, 56, 113	Potten en pannen, enz.
13 A—X[1]	Vaatwerk van plaatijzer.
13 A—VIII	Tonnen en houten kisten.
13 A—X	Verpakkingsmiddelen van staal.
20	Ongelooide huiden van wolvee.
20	Geitenhuiden.
20	Huiden en vellen, gelooid en ingevet.
×[2]	Andere gelooide huiden, enz.
28	Caoutchouc bewerkt.
30	Albumine, fibrine, enz.
30, 37	Kaaswrongel en giststoffen.
30	Loodzouten.
30	Andere producten, enz.
30	Diverse chemische zouten.
30	Potaschzouten voor bemesting.
30	Wijnsteenzuur en tartraten.
30	Potasch.
32	Insectenwerende middelen voor het vee.

[1] A beteekent: Koninklijk Besluit van 5 Mei 1925 (*Staatsblad* 183).

[2] ×: De aldus aangeduide posten zijn niet in het Nederlandsche tarief vermeld.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	NAAMLIJST
35	Dropextract.
35	Drop in stangen.
41	Manilla-hennepkoord en andere plantaardige vezels.
43	Pillen en capsules.
43	Pharmaceutische specialiteiten.
45	Hol glas.
53	Vilten en andere hoeden.
55	Bijenhoning.
59	Amber, git, enz.
59	Onbewerkt hoorn, enz.
59	Baleinen, meerschuim, enz.
61	Kaas.
62	Kantoorbehoeften.
68 A—XIV	Kleurstoffen, enz.
68 A—XIV	Vernissen, enz.
69	Knoopen, hoornen manchetknoopen, enz.
70, 139	Suikerwerk, vruchtengeleien, enz.
75	Calciumcarbied.
83 A—X	Diverse machines.
85	Katoenen stoffen
85	Weefsels uit jute, manilla-hennep, enz.
85	Weefsels uit jute, manilla-hennep, enz., wegende minder dan 500 gram.
88	Messen, messen met veersluiting, enz.
88	Scheermessen.
88 e—a	IJzerwaren.
90	Gitaren en mandolines, enz.
96	Terpentijn.
96	Colophonium.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	NAAMLIJST
96 A—XI	Olijfolie.
96 A—XI	Aardnotenolie.
96 A—XI	Verschillende oliën voor industrieel gebruik.
96	Dierlijke was in blokken.
96	Bewerkte was.
96	Ruwe glycerine.
96	Gedistilleerde glycerine.
96	Vluchtige oliën, enz.
97	Verschillende papiersoorten.
97	Papier van verschillende grondstoffen.
97	Cigarettenpapier, enz.
97	Schilderijen, plaatwerk, enz.
105	Diverse essences, enz.
113	Koffiemolens, enz.
123	Wollen tapijten, enz.
×	Cement.
×	Aarde, te gebruiken voor kunst- en industrie-doeleinden.
125 A—IX	Telegraaftoestellen, enz.
132	Chirurgische toestellen, enz.
133	Aardewerk, zandsteen, enz. in bloemen en ornamenten.
134	Chassis enz. voor automobielen.
134 A—X	Losse onderdeelen voor motoren.
136	Met zout besprenkelde visch.
136	Sardines in blik.
136	Vischconserven.
37, 136, 137	Meelpreparaten (vermicelli, macaroni, enz.).
×	Levend gevogelte.
137	Ham.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	NAAMLIJST
137	Gezouten varkensvleesch, versch en gesmolten spek.
137	Gevogelte, enz.
×	Gedroogd leder.
×	Leder.
×	Gezouten darmen.
137	Ander dierlijk afval.
×	Levende planten.
139	Oliehoudende zaden.
139	Plantaardige producten voor de geneeskunde.
139	Andere plantaardige producten.
139	Gepelde rijst.
139	Knoflook en uien.
139	Aardappelen.
139	Tomaten.
139	Bloemkool.
139	Meloenen.
139	Andere groenten.
139	Salade (kropsla).
139	Citroenen.
139	Grape fruits.
139	Sinaasappelen.
139	Mandarijnen.
139	Versche druiven.
139	Bananen.
139	Pruimen.
139	Abrikozen.
139	Alle andere versche vruchten (appelen, peren, enz.).
139	Vruchtenbrei.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	NAAMLIJST
139	Amandelen in de schil.
139	Amandelen, gepeld.
139	Kastanjes.
139	Groene en ingemaakte olijven.
139	Hazelnoten met en zonder schaal.
139	Noten.
139	Gedroogde vijgen.
139	Gedroogde druiven.
139	Andere gedroogde vruchten (pruimen, abrikozen, enz.).
139	Olijven.
139	Anijs.
139	De overige zaden.
12, 139	Veekoeken, enz.
139	Groentenconserven, enz.
139	Soepgroenten, geconserveerd.
139	Vruchtenconserven.
139	Andere conserven.
139	Zoete peper.
139	Saffraan.
142	Korte vuurwapens en vuurwapens voor de jacht.
2	Cognac en brandewijn.
146	Malagawijn.
146	Roode en witte mistella-wijn.
146	Andere wijnen.
146	Diverse wijnsoorten op fust of gelijksoortige vaten.
146	Wijn in flesschen.
146	Vermouth.

Nummers van het Nederlandsche tarief	NAAMLIJST
147 A—XV	Toiletzeep.
147 A—XV	Industrieele zeep.
150	Natrium-chloride.
×	IJzererts.
×	IJzerpyriet.
×	Kopererts, enz.
×	Houten palen.
×	Fijn hout, afgezaagd.
×	Kurk in platen.
×	Kurkzaagsel, enz.
112 e—a	Kurken stoppen en andere fabrikaten van kurk.
135 A—X	Radiatoren.
76	Hemels, bedden, enz.
A—X	Koper (in rozetten).
×	Lood in blokken.
×	Lood in staven.
×	Kwikzilver.
A—X	Textielmachines, enz.
139	Ongepelde rijst.
136	Vischmeel.
139	Aardnoten.
139	Vruchtenmarmelade.
150	Kaïnite.
30	Magnesiumcarbonaat.
×	Okoumé-hout.
A—VIII	Okoumé-planken.
108	Schoenwerk.
8, 31, 143	Sanitair aardewerk.
124	Tegels van aardewerk.
85	Jute zakken.

Nummers van het Nederlandsche tarief.	NAAMLIJST
67	Katoenen kousen en sokken.
67	Zijden kousen en sokken.
105	Vruchtensappen.
114	Speelgoed.
124	Straatsteenen.
139	Kweeperen.
85	Katoenfluweel.
139	Pineolen.
150	Karnallite.
68	Oker, ruw en gemalen.
×	Bismuth.
85	Wol- en haarfilt.
123	Tapijten.
20	Vogelvederen.

LIJST B.

KLASSE I.

11 tot en met 13, 18 tot en met 21, 22, 24, 26 tot en met 29, 33, 39, 44, 45, 47, 54, 56, 57*b*, 58 tot en met 61, 63 tot en met 66, 72, 77, 81 tot en met 84, 86, 88, 89, 91, 92, 94, 95.

KLASSE II.

96 tot en met 141, 142 tot en met 150.

KLASSE III.

161 tot en met 166, 174, 176 tot en met 180, 182, 187 tot en met 189, 191, 192, 193, 211, 212, 216, 218.

KLASSE IV.

245, 251 tot en met 253, 257 *a* en *b*, 268, 277, 287, 288, 298, 306, 307, 309 tot en met 312, 318, 327, 329, 332, 341, 350, 355, 358, 360, 362, 363, 364, 370, 375, 377, 382, 387, 389, 396, 440, 441, 453, 454, 460, 463, 464, 469, 470, 471, 474, 475, 477, 481, 492.

KLASSE V.

499 tot en met 502, 533, 544, 546, 547, 554, 557, 572, 573, 584, 590, 591, 594, 597, 598, 599, 601, 615, 620 tot en met 634, 640, 641, 643, 644, 645, 645*bis*, 646, 648, 651, 657, 674 tot en met 676, 681, 685, 687, 690, 694 tot en met 696, 697, 709, 711, 712, 721, 723, 732, 737, 745, 754, 756, 773 tot en met 784.

KLASSE VI.

786, 788, 795, 796, 798 tot en met 829, 832, 833, 834, 836, 837, 839, 841, 842, 844, 845, 848 tot en met 852, 858, 867, 870, 872, 881, 883, 884, 886 tot en met 890, 893, 894, 901*a*, 901*b*, 902, 916, 918, 919, 922, 924, 925, 930, 934, 935, 936, 938, 940, 941,

949, 950, 952, 955, 956, 957, 961, 975, 976, 978, 981, 982, 986, 988 tot en met 990, 993, 996 tot en met 1006, 1011 tot en met 1020.

KLASSE VII.

1022 tot en met 1064, 1067, 1069, 1073, 1074, 1075, 1077, 1079, 1084*a*, 1085*a*, 1088, 1097, 1098, 1101, 1102.

KLASSE VIII.

1103, 1105, 1111, 1112, 1168, 1169, 1175.

KLASSE IX.

1181, 1182, 1184, 1185 tot en met 1187, 1188*bis*, 1192, 1193, 1196, 1201 tot en met 1204, 1211.

KLASSE X.

1219, 1221, 1223, 1254, 1255.

KLASSE XI.

1281, 1288, 1298.

KLASSE XII.

1321, 1323, 1325, 1325*bis*, 1326, 1327, 1331, 1335 tot en met 1344, 1346 tot en met 1377, 1379, 1380, 1382 tot en met 1402, 1405, 1406, 1408, 1410, 1416 tot en met 1420, 1422, 1422*a*, 1423, 1424, 1425, 1425*a*, 1427 tot en met 1429, 1432, 1433. 1434.

KLASSE XIII.

1444, 1448, 1455, 1456, 1460, 1471, 1483, 1484, 1488, 1491, 1492, 1495, 1496, 1499, 1507, 1508, 1510, 1513, 1517, 1518, 1519, 1531, 1539.

LIJST C.

Nummers van het Nederlandsche tarief	Omschrijving der goederen	Invoerrechten „ad valorem”
Ex 136	Ansjovis, versch of gezouten met minder dan 40% zout en in verpakkingen boven 1200 gram	vrij
Ex 139 I 8	Saffraan	10 %
—	Zoete peper	10 %
Ex 139 I 10	Bewerkte rijst, gereed voor het gebruik (in verpakkingen boven 1200 gram). .	vrij
Ex 139 I 10 bis	Citroenen	13 %
—	Sinaasappelen	13 %
—	Mandarijnen	13 %
Ex 139 III C 3 a	Abrikozenpulp	10 %
× [1]	Pyriet	vrij
×	IJzererts	vrij
×	Looderts	vrij

[1] ×: De aldus aangeduide posten zijn niet in het Nederlandsche tarief vermeld.

LIJST D.

Nummer van het Spaansche tarief.	Naamlijst	Korting op de bestaande rechten.	Verdragsrechten.
Ex 59	Staaf- en buisglas in onbewerkten toestand, waarvan de uiteinden noch bewerkt, noch gegloeid zijn, dat geen enkele verandering van vorm of aanvullende bewerking heeft ondergaan, ongekleurd of gekleurd in de massa, daaronder begrepen indien voorzien van een fabrieksmerk bestaande uit één of twee gekleurde lijnen, getrokken in de richting van de as van den cylinder	20% op 30 goudpeseta's per 100 kilogram	24 goudpeseta's per 100 kilogram
Ex 63	Glasballons, niet gekleurd, machinaal geblazen, van gelijkmatige dikte over den geheelen wand, geschikt gemaakt voor de fabricage van gloeilampen	20% op 70 goudpeseta's per 100 kilogram	56 goudpeseta's per 100 kilogram
Ex 64	Glasballons, gekleurd of van opaalglas (melkglas), machinaal geblazen, van gelijkmatige dikte over den geheelen wand, geschikt gemaakt voor de fabricage van gloeilampen	20% op 100 goudpeseta's per 100 kilogram	80 goudpeseta's per kilogram
Ex 643	Korting, zooals in de betreffende kolom aangegeven, op het bestaande recht van 2,88 goudpeseta's per kilogram voor de volgende onderdeelen van radioapparaten	20% op 2,88 goudpeseta's per kilogram	2,30 goudpeseta's per kilogram

Nummer van het Spaansche tarief.	Naamlijst.	Korting op de bestaande rechten.	Verdragsrechten.
	1°. Variabele condensatoren Oliecondensatoren Electrolyt condensatoren Papiercondensatoren Mica condensatoren Trimmercondensatoren 2°. Koolweerstanden en potentiometers 3°. Hoogfrequentspoelen 4°. Gemagnetiseerde staalkern (nucleos) voor luidsprekers 5°. Luidsprekerconussen 6°. Golflengteschakelaars 7°. Stoomschakelaars 8°. Pick-ups		
Ex 695	X-straal- of Roentgen-apparaten, bestemd voor radioscopie, radiographie, radiotherapie en diagnostiek	20% op 10 goudpeseta's per kilogram	8 goudpeseta's per kilogram
834	NOOT: Bij kunstmatige minerale stoffen vallende onder dezen post, met uitzondering van ultramarijn, zal een marge van niet meer dan 5% worden toegelaten voor wat betreft de vermenging met kunstmatige organische kleurstoffen		
836	NOOT: Wanneer vloeibare verfsoorten, vallende onder dezen post zich bij invoer bevinden in blikken bussen, verpakt in houten kisten, zullen zij een tarra-aftrek genieten van 20%, welke in mindering moet worden gebracht van het totale bruto gewicht		

Nummer van het Spaansche tarief.	Naamlijst.	Korting op de bestaande rechten.	Verdragsrechten.
	NOOT: Bij vloeibare, blauwe en roode verfsoorten zal een marge van niet meer dan 3% worden toegelaten voor wat betreft de vermenging met kunstmatige organische kleurstoffen		
Ex 978	Aardappelmeel voor industrieel gebruik en ruw tapiocawortelmeel, niet ontkleurd, niet gezuiverd en niet geraffineerd, voor industrieel gebruik	10% op 15 goudpeseta's per 100 kilogram	13,50 goudpeseta's per 100 kilogram
Ex 1418	Edammer, Goudsche en Leidsche kaas Als Edammer, Goudsche en Leidsche kaas wordt beschouwd harde kaas, uitsluitend vervaardigd van koemelk, bolvormig of rechthoekig geperst, onderscheidenlijk van platronden vorm, voorzien van een ingeschreven merk van de „Nederlandsche Kaascontrole onder Rijkstoezicht", vervaardigd van caseïne en aangebracht in de korst	33,33 % op het bestaande recht van 1,50 goudpeseta per kilogram voor een hoeveelheid van een millioen kilogram van de kaas zooals deze hierboven is aangeduid	1,00 goudpeseta's per kilogram

AANVULLEND PROTOCOL BIJ HET VERDRAG VAN HANDEL EN SCHEEPVAART.

I.

De Nederlandsche Regeering neemt de verplichting op zich langs autonomen weg en uiterlijk op het oogenblik van de inwerkingtreding van dit Verdrag de rechten te verlagen, welke door het Groenten- en Fruitmonopolie worden geheven bij den invoer uit Spanje van sinaasappelen en mandarijnen, tot f 1,00 per 100 kilogram, voor de periode van 15 November tot 15 Juni.

II.

De Nederlandsche Regeering neemt de verplichting op zich de noodige orders te geven, opdat het Groenten- en Fruitmonopolie alle bona-fide contracten zal aanvaarden, met betrekking tot den aankoop van sinaasappelen en mandarijnen en van andere vruchten en groenten van oorsprong en herkomst uit Spanje, welke het worden aangeboden.

III.

Het is wel verstaan, dat elke verlaging, welke zou kunnen worden aangebracht in de rechten, welke geheven worden door het Groenten- en Fruitmonopolie bij den invoer van sinaasappelen en mandarijnen of van andere vruchten en groenten uit eenig ander land gedurende de periode voorzien bij artikel I, onmiddellijk en zonder compensatie zal worden toegekend bij den invoer van sinaasappelen en mandarijnen of van andere vruchten en groenten uit Spanje gedurende die zelfde periode.

IV.

De Spaansche Regeering neemt de verplichting op zich de noodige orders te geven, opdat de importeurs in Spanje de noodige deviezen zullen kunnen krijgen voor de regeling van

hunne aankoopen van Nederlandsche goederen onder dezelfde voorwaarden als die, welke gelden voor de importeurs van goederen van oorsprong en herkomst uit landen, welke de behandeling van de meestbegunstigde natie op deviezengebied genieten.

V.

De heffing of de instelling van rechten of lasten, welke drukken op de ingevoerde producten en welke een compensatie of een equivalent uitmaken van een belasting of heffing in het binnenland, zullen niet beschouwd worden als in strijd te zijn met de bepalingen vervat in de artikelen 3 en 4 van dit Verdrag.

VI.

De Spaansche Regeering verklaart, dat het niet in haar bedoeling ligt gedurende den duur van dit Verdrag de invoerrechten te verhoogen, waarmede momenteel de radio-artikelen vallende onder post 643 van het Spaansche douanetarief worden belast, voorzoover zij een gewicht van 5 kilogram te boven gaan.

Indien dwingende redenen van binnenlandschen aard haar zouden bewegen tot het in overweging nemen van een herziening van de rechten, welke momenteel van kracht zijn, zal de Spaansche Regeering de Nederlandsche Regeering daarvan in kennis stellen teneinde over de genoemde wijzigingen onderhandelingen te openen.

Madrid, 16 Juni 1934.

R. Roosmale Nepveu.

J. José Rocha.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

N°. 1910.

Madrid, 14 December 1934.

Mijnheer de Minister,

Aangezien het tusschen Spanje en Nederland gesloten en te Madrid op 16 Juni 1934 geteekende handelsverdrag definitief door de Spaansche Cortes is goedgekeurd, maar nog niet is goedgekeurd door het Nederlandsche Parlement, zou het in het belang van beide Partijen zijn het verdrag voorloopig in werking te stellen, in afwachting van de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden.

Aangezien genoemd verdrag reeds aan de goedkeuring van de desbetreffende Nederlandsche instanties onderworpen is geweest, maar het te voorzien is, dat de bekrachtiging nog eenigen tijd zal nemen, omdat de Regeering van Nederlandsch-Indië gehoord moet worden, heb ik, in opdracht van mijn Regeering, de eer Uwer Excellentie de voorloopige inwerkingstelling in onderling overleg met ingang van 15 December 1934 voor te stellen.

Gelief, Mijnheer de Minister, de herhaalde verzekering mijner meeste hoogachting te aanvaarden.

R. Roosmale Nepveu.

Zijner Excellentie den Heere J. José Rocha,
Minister van Staat,
Madrid.

MINISTERIE VAN STAAT.
S. D. P.
N°. 86.

Madrid, 14 December 1934.

Excellentie,

De Nota van U. E. van 14 dezer verwijst naar het tusschen Spanje en Nederland gesloten en te Madrid op 16 Juni jongstleden geteekende handelsverdrag, hetwelk reeds door de Cortes van mijn land werd goedgekeurd; U. E. voegt daaraan in de genoemde Nota toe, dat, aangezien het bovengenoemde verdrag door het Nederlandsche Parlement nog niet definitief is goedgekeurd, U. E. mijn aandacht vestigt op het wederzijdsche belang dat Spanje en Nederland er bij hebben om de bovengenoemde overeenkomst voorloopig in werking te stellen met ingang van 15 December 1934.

Geheel deelende de gevoelens van U. E. heb ik het genoegen U. E. mijn volkomen instemming met Haar voorstel te betuigen, ter verwezenlijking waarvan de noodige instructies zullen worden gegeven.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om aan U. E. de verzekering mijner hoogachting te herhalen.

J. José Rocha.

Zijner Excellentie
den Heere René C. T. Roosmale Nepveu,
Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd
Minister der Nederlanden.

MINISTERIE VAN STAAT

S. D. E.

No. 80.

Madrid, 14 December 1934.

Excellentie,

[illegible]

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om Uwe E. de verzekering mijner hoogachting te herhalen.

J. José Rocha.

Zijner Excellentie

den Heere Baron [illegible]

Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd

Minister der Nederlanden.